



Agronomes & Vétérinaires
sans frontières

58 Rue Raulin
69361 Lyon Cédex 07
04 78 69 79 59 - www.avsf.org

Nogent, le 18 février 2008

Note de positionnement

Rapport 2008 de la Banque mondiale sur le développement dans le monde : L'agriculture oui, mais les agricultures paysannes ?

Avsf a élaboré ces éléments de positionnement à partir d'un travail collectif réalisé au sein du [réseau IMPACT](#) dans le courant de l'année 2007.

Près de 25 années après le premier rapport consacré à l'agriculture (1982), le rapport 2008 de la Banque mondiale représente une avancée significative en attirant l'attention de la communauté internationale sur un secteur largement délaissé, l'agriculture. C'est l'occasion d'un plaidoyer tout à fait bienvenu sur :

- le rôle multifonctionnel irremplaçable de l'agriculture, vecteur de croissance économique, de sécurisation alimentaire, de lutte contre la pauvreté, d'aménagement du territoire, de gestion de ressources naturelles...
- la nécessité de concevoir des politiques agricoles et rurales adaptées aux contextes locaux et nationaux ;
- le rôle incontournable des Etats à cette fin, en lien avec le secteur privé et les sociétés civiles.

Cependant, la vision de la Banque Mondiale reste fortement empreinte d'une logique libérale et omet certains aspects de la réalité des pays en développement.

AVSF relève 6 points problématiques dans ce document.

1- L'analyse des liens entre croissance économique et réduction de la pauvreté reste superficielle et fortement marquée par une approche libérale :

Un des principaux enjeux affichés dans le rapport est de montrer comment, dans certaines conditions, le développement de l'agriculture peut générer de la croissance économique à même de faire reculer la pauvreté. Pour ce faire, le rapport insiste de manière assez prévisible sur les bienfaits de la libéralisation des échanges agricoles, tout en reconnaissant, ce qui est assez récent dans le discours de la Banque, que certains pays parmi les plus pauvres ne tireront pas ou peu de bénéfices de cette libéralisation.

Le rapport reste cependant très flou sur les conditions nécessaires pour que cette croissance macroéconomique se traduise effectivement en une réduction de la pauvreté, notamment en zone rurale, que ce soit au moyen de politiques redistributrices, d'insertion des plus pauvres dans les marchés ou d'aménagement du territoire. Une analyse plus fine des causes de la marginalisation des populations rurales et de création d'inégalités (rapports de force dans les filières, faiblesse des services, arbitrage entre paix sociale urbaine et conditions de vie rurales...) aurait été nécessaire pour aboutir à des propositions innovantes.

2- L'analyse du développement agricole repose sur un modèle « évolutionniste » caricatural :

Le rapport se base sur un postulat : les agricultures du Sud sont condamnées à passer « d'un modèle d'auto-subsistance à la compétition de marché ». Cette vision linéaire de pays à base agricole devant évoluer vers des pays urbanisés n'est pas neutre. Elle oriente la réflexion vers un modèle de développement spécifique (accroissement de compétitivité, accès aux technologies, production de qualité) et vers des politiques d'accompagnement qui se contentent d'atténuer les impacts sociaux négatifs liés à un exode rural inévitable. Cette vision fataliste occulte toute réflexion sur la manière de promouvoir une croissance rurale redistributrice au bénéfice du plus grand nombre et notamment capable de donner aux agriculteurs les plus pauvres des perspectives d'avenir sur leurs territoires.

D'où l'impression générale que le rapport essaie de calquer aux PMA, de manière artificielle, des recommandations testées dans des pays développés ou en transition (révolution des supermarchés, filières à haute valeur ajoutée, assurance récolte, marchés à terme...), souvent en complet décalage avec les réalités de ces pays.

3- Le rapport reconnaît la place de l'Etat dans un système de gouvernance multi-acteurs, mais n'approfondit pas assez son rôle :

- Une des principales nouveautés réside certainement dans le fait que le rapport réhabilite sans équivoque le rôle de l'Etat dans la conception et la mise en œuvre de politiques agricoles concertées avec les autres acteurs publics et privés. Cependant, le document reste imprécis sur la manière de mobiliser les moyens humains et budgétaires nécessaires à ces politiques dans des pays (PMA) où l'agriculture est souvent déconsidérée par la classe politique. AVSF aurait également souhaité que le rapport permette d'avancer sur l'évaluation des politiques agricoles, que ce soit pour anticiper les effets des décisions publiques ou pour mieux en apprécier l'impact.

- Le rapport accorde une place importante aux organisations de la société civile et aux organisations professionnelles agricoles, mais plus pour compenser les « défaillances de l'Etat et des marchés », qu'en tant qu'acteurs politiques à part entière ;

- Sans surprise, la Banque Mondiale appelle de ses vœux un accroissement des investissements privés sans distinguer la participation des différents acteurs de ce secteur (petits exploitants, négociants, multinationales...) dans la lutte contre la pauvreté ni remettre en question leurs pratiques (éthique des affaires, formes de contractualisation des multinationales avec les petits producteurs, gestion des ressources naturelles). Il est nécessaire de réfléchir objectivement à la manière dont le secteur privé pourrait contribuer de manière plus efficace à une « croissance pro-pauvres ». (*pro-poor growth*);

- Enfin le rapport fait largement l'impasse sur un type d'acteur important : les bailleurs de fonds. Or, la responsabilité des donateurs dans le volume et l'orientation thématique de l'aide (jusqu'alors largement en défaveur du secteur agricole et rural) ne peut être éludée ; de même que leur devoir d'améliorer l'efficacité et l'efficience de cette aide.

4- Le rapport focalise à juste titre son attention sur la gestion des ressources naturelles et la question démographique, mais de manière incomplète :

- derrière un discours consensuel sur la nécessité d'une meilleure gestion des ressources naturelles, les mesures proposées restent assez vagues et remettent finalement peu en question les modèles d'agriculture les plus spoliateurs de ressources. Le rapport néglige également l'approche par les droits pour un accès équitable aux ressources naturelles ;

- sur le volet démographique, le rapport poursuit dans la logique où l'exode rural est un mal nécessaire pour assurer la transition vers une économie non agricole. Ce faisant, il élude largement l'incapacité des secteurs secondaire et tertiaires des PMA à absorber la main d'œuvre libérée par le secteur agricole et sous-estime les conséquences néfastes de cet exode, en termes de déplacement de la pauvreté vers les villes comme de coût énergétique et environnemental ;

Le rapport fait assez peu de cas de tendances de fonds : l'émergence de bourgs ruraux, le développement de l'agriculture périurbaine, la complexité accrue des relations ville-campagne, l'importance des migrations internationales, la persistance de zones périphériques enclavées. Tendances justifiant la mise en place de politiques adaptées, bien au-delà du secteur agricole.

Le rapport reconnaît toutefois la pertinence d'une approche par le développement territorial, à un niveau national et local, qui amène à une réflexion utile sur le zonage et la péréquation nécessaire entre zones plus ou moins dotées.

5- Une vision un peu simpliste du marché :

Le rapport constate à juste titre qu'il sera nécessaire de nourrir une population en pleine expansion dans la plupart des pays en développement et notamment dans les centres urbains. Simultanément, le raisonnement est empreint d'une vision traditionnelle du marché et des échanges selon laquelle on exporte pour gagner de l'argent et on importe pour satisfaire les besoins locaux. Ainsi, malgré le constat alarmiste sur l'insécurité alimentaire, notamment en Afrique, il n'est quasiment fait référence ni aux potentialités d'amélioration des filières locales, notamment vivrières (céréales, tubercules, produits de l'élevage...), ni aux possibilités d'intensification de la production agricole urbaine et périurbaine pour garantir la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. A contrario, une attention démesurée (près des 2/3 du chapitre consacré aux marchés) est portée à la « nouvelle agriculture » et au développement de marchés de niche pour des produits de qualité et des filières à haute valeur ajoutée. Alors qu'il ne s'agit là que d'une piste de diversification restreinte qui bénéficiera en priorité aux multinationales et aux agriculteurs familiaux disposant des moyens d'entrer dans des systèmes de contractualisation. Sans parler du risque important d'asymétrie dans la négociation de ces contrats et de la menace de délocalisation, à plus ou moins long terme, de ces activités.

Concernant les produits de base, les innovations en termes de commercialisation et de labellisation de produits, notamment la montée en puissance du commerce équitable et sa contribution à l'amélioration du revenu des petits agriculteurs n'a pas la place attendue dans le rapport.

Les négociations commerciales à l'OMC, l'intégration économique et politique sous forme de blocs régionaux, le développement des échanges Sud-Sud sont autant de sujets qui ont trop peu retenu l'attention des auteurs.

6- Deux grands absents : la sécurité et la souveraineté alimentaire :

Le rapport néglige la sécurité et la souveraineté alimentaire, deux thèmes qui ont pourtant fait l'objet de nombreuses études, que ce soit pour analyser l'impact des politiques de la libéralisation du commerce agricole ou bien celui des politiques d'aide alimentaire. Le terme « sécurité alimentaire » est ainsi cité moins d'une dizaine de fois dans tout le rapport et essentiellement dans les intitulés de chapitres ! C'est d'autant plus étonnant que la multiplication récente des crises alimentaires, notamment dans les PMA, font de la sécurité alimentaire un enjeu de tout premier plan pour les années à venir.

Il est regrettable que le triple constat d'une libéralisation inéquitable, du besoin de politiques agricoles et de la nécessité de produire plus, n'ait pas amené la Banque mondiale à se positionner sur le concept de souveraineté alimentaire. Même si les mentalités évoluent, le libre-échange reste manifestement encore une valeur difficilement questionnable au sein de la Banque !

Agronomes et Vétérinaires sans frontières se réjouit que la banque mondiale remette l'agriculture au centre de ses préoccupations mais regrette que le rapport ne reconnaisse pas l'utilité des agricultures paysannes ni la nécessité d'un développement durable et équitable pour tous. Les mécanismes qui provoquent et accentuent les inégalités restent malheureusement insuffisamment explorés...

Contact : Ludovic Larbodière - 01 43 94 72 09 - l.larbodiere@avsf.org